

## Table ronde publique

# Mieux comprendre les potentialités des forces de défense et de sécurité (FDS) pour prévenir l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest

Niamey, Niger, Mardi 06 décembre 2022  
Hôtel Sahel, 14h00-16h30

## SYNTHESE

Face aux limites des réponses militaires et sécuritaires à l'extrémisme violent, a-t-on suffisamment exploré la réponse de la prévention, celle qui se penche plutôt sur les causes, multiples et complexes, qui génèrent la violence ? Les forces de défense et de sécurité (FDS) peuvent-elles avoir un rôle dans la prévention de la violence ? Si oui, leur mandat, leur culture et leurs formations les y préparent-elles ? Comment et avec qui les FDS peuvent-elles construire la culture du dialogue ? Où sont les espaces pour que ces échanges aient lieu ?

Telles sont les questions que se posèrent les participants à la table ronde organisée à Niamey le 6 décembre 2022 par la Division Paix et droits de l'homme du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de Suisse et le Centre pour la gouvernance du secteur de sécurité - DCAF de Genève. Ils présentaient ce jour-là les résultats de l'étude comparative portant sur la **Revue et analyse des cadres politiques, législatifs et opérationnels favorisant l'engagement des forces de défense et de sécurité (FDS) pour la prévention de l'extrémisme violent (PEV) en Afrique de l'Ouest (2020-2022)**.

Cette étude, réalisée entre 2020 et 2022 dans **sept pays d'Afrique de l'Ouest (le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Niger, le Sénégal et le Togo)** s'inscrit de manière plus large dans l'initiative de dialogue régional animée par la Suisse depuis 2016 en faveur de la prévention de la violence en Afrique de l'Ouest et centrale et qui a déjà organisé, ces dernières années, une quarantaine de rencontres et ateliers, associant plus de 2000 personnes. Ce programme, a, entre autres, lancé, à Dakar et avec le Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS) du Sénégal, un cycle de séminaires régionaux spécifiquement consacré au rôle des FDS dans la PEV. L'étude visait explicitement à répondre aux demandes des FDS de la région, exprimées lors de ces séminaires, et qui souhaitaient mieux connaître et comparer les cadres dans lesquels elles évoluent. **Ceci afin de mieux cerner les potentialités des forces de défense et de sécurité (FDS) pour prévenir l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest.**

Ce travail a bénéficié de la participation d'une dizaine d'experts de la région qui, aux côtés du DCAF et du DFAE suisse, ont pendant deux ans mené la collecte de la documentation, les enquêtes de terrain (plus de 300 entretiens individuels dans les sept pays), l'analyse comparative des cadres d'engagement et finalement, la rédaction et les étapes de validation des résultats dans le rapport final. Pour réaliser cet objectif général, l'étude s'est efforcée de :

- Mieux comprendre la façon dont la violence extrême ébranle le vécu et le mandat des FDS.
- Clarifier comment les FDS elles-mêmes peuvent s'engager dans une démarche de PEV.
- Collecter puis analyser les cadres d'engagement des FDS pour la PEV, cadres d'ordre politique, législatif, comme opérationnel.
- Renforcer la volonté et les capacités des FDS pour un tel engagement.
- Poursuivre le dialogue avec des hauts responsables politiques, officiers supérieurs, société civile et chercheurs, sur leur vision, leur expérience, leurs besoins face à ce défi.

Forte de cette somme de connaissances entre leurs mains (le rapport contient 89 pages), **une cinquantaine de personnes participèrent à la table ronde** qui fut ouverte par M. Mahamadou Abdou Salami, Directeur des lieux de cultes au Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et Religieuses, aux côtés de Mme Pia Hänni, Cheffe de la Coopération suisse au Niger, et Mme Anne Bennett, Directrice du programme Afrique subsaharienne du Centre pour la gouvernance du secteur de sécurité – DCAF. Le représentant des autorités nigériennes salua toute la pertinence de cette étude qui ouvre des perspectives importantes pour donner aux FDS un rôle d'acteur au service des populations et donner à celles-ci un rôle de coproduction de la sécurité, contribuant ainsi à prévenir l'émergence de certaines des causes de l'EV, qui continue à être une préoccupation pour le Niger comme pour ses voisins.

### **Présentation succincte des résultats**

Le contenu du rapport fut ensuite présenté par deux expertes du DFAE et du DCAF qui soulignèrent que **l'outil essentiel de la PEV était le dialogue inclusif**, entre autres entre les FDS et les populations, les femmes et les jeunes, et que la présence dans la salle des nombreux invités faisait intégralement partie de ce dialogue. Le rapport montre si les causes de l'EV (porosité des frontières, faible présence de l'Etat aux frontières, faible capacité des FDS de couvrir le territoire national, comportement ambigu des FDS, liens avec les milieux criminels, extension de l'orpaillage clandestin, exclusion politique et décisionnelle) sont mieux comprises, **la lecture sécuritaire de ces causes (plutôt que socio-politiques)** reste prépondérante. De fait, **le rôle des FDS dans la PEV est encore très rarement inscrit explicitement dans les cadres politiques, législatifs et opérationnels, et encore moins dans les formations des FDS**, ce qui freine l'intégration du rôle de prévention dans leurs mandats et leurs pratiques. Certes, des stratégies de PEV ont été préparées dans tous les pays mais généralement sans lien concret avec le rôle des FDS et de même, si les politiques publiques de sécurité et de défense sont presque partout en révision, elles n'intègrent encore que rarement la dimension de prévention. Cette **approche en silo**, ainsi que le déficit de lien entre responsables des politiques sécuritaires et hauts responsables des FDS qui rend floue la vision de la sécurité par ceux qui en ont le mandat, figurent parmi les obstacles à surmonter. Néanmoins l'étude révèle qu'un peu partout, des mesures pragmatiques ont déjà été prises, même si cet élan reste timide et peu encadré. Des **mécanismes locaux de dialogue** et, par conséquent, de PEV, tels les comités de sécurité, existent et, dans certains cas, s'ouvrent efficacement à la société civile qui, elle cherche généralement ce dialogue avec les FDS. Il fut aussi relevé que les **activités civilo-militaires** tournées vers les besoins des populations contribuent à l'apaisement des tensions. Mais sur la **formation** des FDS et sur l'accès du public à l'information, les mesures nécessaires ne sont pas encore vraiment prises en compte. Le rapport, dans sa partie finale, mentionne **sept défis à relever et les pistes d'action** et pose la question de fond : **quelle est la place réelle des FDS dans nos sociétés ?**

#### **Où trouver le rapport :**

[https://www.dcaf.ch/sites/default/files/publications/documents/PVE\\_Report\\_FR.pdf](https://www.dcaf.ch/sites/default/files/publications/documents/PVE_Report_FR.pdf)

### **Panel et échanges**

Le débat qui suivit fut lancé par quatre panélistes venus du Niger, du Burkina Faso et du Cameroun.

Partant du constat que l'EV a mis à nu une crise culturelle et dans l'organisation des FDS de la région ouest et centrale africaine, le premier intervenant, M. Savadogo du Burkina Faso, souligne le profond besoin d'adaptation des FDS, pour que celles-ci évoluent avec la société et avec la menace d'aujourd'hui. Un engagement des FDS dans la prévention de la violence constitue précisément une opportunité de le faire. Mais comment cela peut-il se réaliser ? Le premier point, c'est la reconnaissance que si la répression, tout comme la prévention, fait partie des missions de FDS, il y a lieu de ne pas recourir systématiquement et constamment à la première, au détriment de la seconde – il est donc nécessaire de rééquilibrer les réponses. Une question qui se pose par exemple aujourd'hui dans les pays du Sahel qui ont connu des coups d'Etat militaires, est celle de savoir si les putschistes au pouvoir seront ouverts à d'autres alternatives que la réponse armée ou s'ils vont se radicaliser dans la violence pour chercher l'équilibre de la terreur ; n'est-ce pas un cycle qui pourrait se produire dans les autres pays si les diverses stratégies de PEV ne sont pas

mises en œuvre au plus tôt ? Il faut que la mission de prévention des FDS soit plus clairement inscrite dans la doctrine d'emploi des forces, ce qui, comme le confirme l'étude, n'est que très peu le cas aujourd'hui. Il faut, également, éviter d'impliquer la population elle-même dans la réponse sécuritaire (notamment par le biais des milices), car cela participe d'une éducation à la violence plutôt qu'à la reconstruction d'un contrat social basé sur la confiance, où le pouvoir est confié à l'Etat et à ses FDS, pour répondre aux besoins des populations.

Enchaînant sur ces propos, le Général (er) Mounkaïla du Niger insista quant à lui sur le rôle des gouvernants dans l'élaboration des politiques publiques, indiquant que les FDS demeurent dans un rapport de subordination qui fait que l'évolution de la doctrine doit venir tant des politiques que des FDS. Autre point d'importance, on n'a pas pensé suffisamment le rapport « armée-nation », alors que les Etats de la région sont encore largement organisés autour de l'armée ; dans ce cas, quels rôles celle-ci peut-elle jouer pour apporter des réponses, au nom de cet Etat, aux besoins multiples des populations ? N'est-ce pas précisément là qu'intervient la PEV ? En d'autres termes, la sécurité humaine devient un nouveau paradigme à cultiver, car à travers lui se tissent de nouvelles relations entre les FDS et les populations. Et pour s'imprégner de cette nouvelle culture, l'intervenant souligne, avant tout, l'importance de la formation des FDS, ainsi que les espaces de discussion qu'offrent les activités civilo-militaires.

Pour le Dr. Hassane, du Niger également, il convient aussi de replacer le rôle des FDS, certes important, dans son contexte historique d'une part, et socio-politique d'autre part, plus large. Historique, car la doctrine coloniale dans laquelle les FDS ont été créés à la base, ne consistait pas à protéger les populations mais à la contrôler ou la soumettre. Des pratiques qui se sont perpétuées au fil du temps et n'ont pas constitué un terreau fertile pour une confiance entre populations et FDS. Par ailleurs, les FDS font partie du corps social, tout comme l'école, la santé, l'économie. Il ne faudrait donc pas non plus surévaluer le rôle et sur-doser les attentes envers les FDS, qui ne peuvent pas répondre à tous les besoins de la société ! Remettre le rôle des FDS dans ce contexte plus large est aussi nécessaire, car cela met les différents acteurs dans une relation qui, à travers un dialogue franc, doit permettre de mobiliser les efforts des uns et des autres pour « recoller les morceaux » d'une société en souffrance.

La dernière intervenante, Mme Memb du Cameroun, met en lumière que l'un des effets de cette crise, qui a aussi durement touché et touche toujours l'Extrême-Nord de son pays, a été de révéler le rôle des femmes dans la prévention de la violence, elles qu'avant la crise on considérait déjà comme vulnérables et qu'au moment de la crise on considérait avant tout comme des victimes. Or personne, et les FDS présentes sur le terrain pas plus que d'autres, n'avaient imaginé que les mamans pouvaient aider à résoudre cette crise, autrement que par la répression : elles qui sont en contact avec leurs enfants, qui gardent leur confiance, peuvent et veulent engager ce fameux dialogue qui peut permettre le retour et la réintégration. En quelques années, une compréhension mutuelle s'est installée et les FDS ont alors organisé une approche indirecte, à travers ces femmes. Une telle collaboration a montré que FDS et femmes peuvent concourir vers le même objectif et l'expérience a permis aux FDS de poser un autre regard sur les communautés et vice-versa. Il est donc important d'associer étroitement les femmes aux enjeux de sécurité.

Enfin, stimulés par ces présentations, les participants ne manquèrent pas d'abonder à la fois sur l'importance de repenser ce rôle des FDS dans la nation, et d'en souligner toute la difficulté. Il revinrent pour insister sur quelques éléments déjà mentionnés, tels les besoins en renforcement de capacités des FDS, mais aussi de la société civile, pour s'imprégner de ces nouvelles perspectives, ou encore l'animation des espaces de dialogue où FDS et populations peuvent se rencontrer et échanger. Mais il fut également rappelé que le besoin d'une justice fonctionnelle devait aussi trouver sa place dans cet effort, et que les FDS doivent aussi mieux comprendre cette complémentarité entre leurs fonctions et celles de la justice. D'autres s'interrogèrent sur l'insistance mise sur le rôle des FDS : n'a-t-on pas au fond besoin d'intégrer la PEV dans la société toute entière ? Si on l'intègre dans les formations des FDS il faudrait aussi l'intégrer dans le système scolaire général ! Enfin, il fut dit aussi que le Sahel fait partie du monde, et il est aussi géré par ceux qui gère le monde – un appel à remettre la discussion dans un contexte encore plus large.

Ainsi, cette table ronde a amplement démontré le besoin de dialogue et l'appétit des participants pour se saisir de ces nouvelles perspectives, dans la recherche de solutions durables aux violences qui hantent la région. Les sept pistes d'action dégagées par l'étude constituent donc un patrimoine utile à tous pour poursuivre cet effort.



## Programme

13:30-14 :00	Arrivée, cafés et installation des invités
14 :00-14 :10	Mot de bienvenue et présentation du programme et des panélistes ( <b>MC Saidou Sidibé</b> )
14 :10-14 :40	Ouverture de la table ronde <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Mme Pia HÄNNI</b>, Cheffe de la Coopération suisse au Niger</li> <li>• <b>Mme Anne BENNETT</b>, Directrice du programme Afrique subsaharienne, Centre pour la gouvernance du secteur de sécurité – DCAF</li> <li>• <b>M. Mahamadou ABDOU SALAMI</b>, Directeur des lieux de cultes pour le Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique, de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et Religieuses</li> </ul>
14 :40-15 :00	Photo de groupe
15 :00-15 :30	Présentation des principaux résultats de l'étude <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Carol MOTTET</b>, Conseillère principale, Division Paix et droits de l'homme, Département fédéral des affaires étrangères – DFAE, Suisse</li> <li>• <b>Ariane INKESHA</b>, Coordinatrice de programme, Centre pour la gouvernance du secteur de sécurité – DCAF</li> </ul>
15 :30-16 :00	Panel <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Général de Brigade (er) Mahamadou MOUNKAILA</b>, Consultant Volet Défense, DCAF Niger</li> <li>• <b>Dr Moulaye HASSANE</b>, Maître de recherche, chef de programme lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent, CNESS, Niger</li> <li>• <b>Madeleine MEMB</b>, MediaWomen4Peace, Cameroun</li> <li>• <b>Mahamadou SAVADOGO</b>, Spécialiste de gestion des risques, consultant sur l'extrémisme violent, Burkina Faso</li> </ul> <p>Modération: <b>Saidou SIDIBE</b></p> <p><b>Discussions ouvertes</b></p>
16 :00-16 :15	Clôture
16 :15	Collation